Un CPN paralysé… qui confirme l’urgence ET la possibilité d’une nouvelle majorité

Le bilan désastreux du CPN doit être l’occasion de comprendre enfin que la seule solution pour sortir de la crise, c’est de faire des choix. C’est parce que trop de camarades s’y refusent encore que le parti reste paralysé sept mois après le congrès.

Certes, il y a 7 ou 8 tendances – avec la division de la P2 entre l’ex-DR (Démocratie révolutionnaire) et le CC (« Contre-courant »), les tensions feutrées dans la P3 entre A&R et CCR, etc. Mais les rapprochements sont là :

D’un côté, les camarades P2/CC multiplient les gestes opportunistes pour une alliance avec la P1, tout en se montrant de plus en plus hostiles à la P3, au point de refuser la diversification démocratique du porte-parolat, de la trésorerie et du permanentat. Nous regrettons vivement cette ligne et poursuivrons les discussions pour que le CC y renonce. Mais de toute façon, les votes ont prouvé qu’une alliance P1-CC, si elle aboutissait, ne suffirait pas pour une majorité.

De l’autre côté, P3, P4 et P2/ex-DR ont travaillé les textes ensemble. Mais les camarades se sont montré-e-s sectaires, à la fois entre eux/elles, refusant d’aller jusqu’au bout de leur propre rapprochement, et à notre égard… Or cette attitude doublement ultimatiste a empêché une nouvelle majorité :

- D’une part, sous l’impulsion du CCR, la P3 a renoncé *in extremis* à la démarche d’amendements sur le « profil » NPA (partie 9), en lui substituant un texte alternatif. Elle a refusé de prendre part au vote sur ces amendements, laissant la P1 faire passer les siens contre ceux de l’ex-DR et/ou de la P2 ! La P3 a donc refusé de hiérarchiser les désaccords principaux avec la P1, qui rendaient urgent de la mettre en minorité (notamment sur la présidentielle), et les désaccords importants mais secondaires avec l’ex-DR (ou toute la P2), qui pouvaient très bien faire l’objet de compromis ou s’exprimer par des amendements alternatifs dans le cadre d’un accord global. Nous le disons d’autant plus tranquillement que, tout en refusant la démission politique du « NPPV », nous avons voté la partie 9 de la P3…
- D’autre part, les camarades P3 et l’ex-DR, cette fois ensemble, se sont montré-e-s ultimatistes à notre égard : ils/elles ont refusé le compromis que nous leur proposions sur l’UE (partie 2). Nous avons proposé non de reprendre nos formulations, mais juste d’enlever leur amalgame inacceptable entre le mot d’ordre de la rupture avec l’UE et l’euro tel que nous le formulons dans le cadre d’un programme transitoire posant la question du pouvoir des travailleurs/ses, et la ligne étapiste d’une certaine gauche réformiste, voire des « souverainistes » en général ! Or *seule* notre proposition permettait une position majoritaire sur la Grèce (comme l’a prouvé un vote « contradictoire » imposé par la tribune).

Ce CPN a donc confirmé que, si une majorité P1/CC est un risque, il est surtout possible de constituer une majorité de la « gauche plurielle » P3-P4-P5-P2/ex-DR (sans renoncer à convaincre le CC de s'y joindre). Cette polarisation est objective : il est temps de la vouloir ! Il faut donc rompre avec le sectarisme : il ne s'agit pas de former un bloc homogène, de nier les divergences, mais de les hiérarchiser, de confirmer la mise en minorité de la P1 au congrès, de chercher des compromis et de mener les autres discussions tranquillement.

Certain-e-s camarades voient dans cette proposition un calcul politicien, voire une « manœuvre » malgré sa franchise… Mais ce n'est pas nous qui posons la nécessité de choisir : c'est la paralysie du parti ! Faire de la politique, ce n'est pas attendre que les clivages se surmontent par enchantement, mais c'est prendre des décisions !

D'autres camarades craignent que cela ne conduise à la scission — et certain-e-s l'espèrent, de façon irresponsable. Mais le risque de scission ne doit pas être exagéré : même si chaque tendance tend à faire sa propre politique, le cadre commun reste le NPA, personne n'a d'intérêt à l'affaiblir encore plus et le rapport de forces actuel fait que rien n'est joué ni aujourd'hui, ni à court terme. De plus, la meilleure façon d'éviter l'aggravation des tensions d'appareils (notamment les dérapages du CC et d'A&R), c'est d'assurer la représentation des principales tendances pour toutes les tâches : c'est une question de démocratie et de justice, n'en déplaise à la P1 et au CC. Enfin, seule une majorité permettrait de diriger et donc de relancer le parti, ce qui reste la meilleure manière de limiter les tensions, en nous tournant vers l'extérieur ; cela impliquerait d'y associer le plus possible les minorités – notamment pour la présidentielle –, tout en assurant leur droit d'être représentées et de défendre leur ligne, jusqu'aux bilans.

Tendance CLAIRE, le 29 septembre 2015